

RACISME D'ÉTAT

OLF – sept 2016

à l'instar des durcissements et répressions qui s'opèrent envers les migrant-e-s en France métropolitaine les politiques et actions racistes et xénophobes deviennent légions en ce mois de septembre 2016.

Encore une fois la France envisage de faire de ces états frontaliers les gardes-frontières de ces politiques migratoires racistes et xénophobes.

On le voit une nouvelle fois plutôt que d'envisager de véritables politiques d'accueil, d'ouverture et de solidarité c'est les politiques de rejets, racistes, xénophobes et stigmatisantes que les autorités françaises mettent en place pour accueillir les migrant-e-s pourtant une richesse sur nos territoires dont l'histoire est remplie de mouvements migratoires

OLF – nov 2013

la France n'a jamais voulu analyser de manière critique le racisme qui imprègne ses institutions, ses lois, son histoire toute entière, elle est condamnée à continuer de vivre dans le déni - conscient ou inconscient - des différents systèmes de domination - de race, de classe, de sexe et même d'âge - qui régissent les rapports sociaux.

OLF – nov 2014

Nous, militant-e-s solidaires des migrant-e-s, des Roms, savons combien les policier-e-s sont soutenu-e-s et encouragé-e-s par leur hiérarchie, et au-delà par la classe dominante, pour protéger un ordre inégalitaire et raciste à coup d'expulsions musclées, de gardes-à-vue, de retenues administratives... C'est pourquoi nous ne pouvons que rejeter les tentatives de « maquillage » de la violence d'État. Continuons de dénoncer la violence d'État sous toutes ses formes. Et tissons des liens, construisons des réflexions communes avec tou-te-s les opposant-e-s à l'ordre raciste, patriarcal et capitaliste.

Sur la réforme du CESEDA : On ne peut y lire qu'une vision conjuguant une approche sécuritaire et raciste de la politique !

OLF – dec 2014

Non contente de soutenir une politique raciste de fermeture des frontières et de négation des droits - tous les droits - des personnes migrantes, la France est en passe d'ajouter un peu plus de terreur et d'horreur dans la vie des personnes migrantes transitant par le Calais.

OLF – Juin 2015

Cette fermeté que Bernard Cazeneuve juge nécessaire n'est autre que celle d'une violence d'État aux ressorts racistes et sécuritaires.

OLF – Nov 2015

Le 31 octobre dernier, des milliers de personnes ont marché pour la Dignité et Contre le racisme. Une marche contre l'islamophobie, la négrophobie, la romophobie, contre

les crimes policiers, qui a été initiée et organisée par le MAFED, un collectif autonome composé exclusivement des femmes subissant le racisme d'État

OLF – Juin 2018

Le projet de loi AsileImmigration porté par le ministre de l'Intérieur, adopté en première lecture par l'Assemblée nationale le 22 avril dernier, dans le cadre d'une procédure d'urgence, est sécuritaire, discriminatoire, xénophobe et liberticide.

OLF – Avril 2018

Ce phénomène de racialisation sert à légitimer, justifier des politiques de domination et d'oppression: l'ingérence des pays occidentaux dans les pays des suds, les politiques migratoires, le traitement fait aux personnes migrantes, la persécution des Roms, la répression des mouvements des quartiers populaires, etc. À terme cette racialisation est meurtrière. Elle permet la mort de personnes migrantes à nos frontières. Elle permet que des Roms soient assassiné-e-s. Elle permet que des personnes racisées meurent entre les mains des forces de l'ordre.

L'ASTI s'efforce de lutter aux côtés des premiers et premières concernées. Nous savons quelle violence est imposée aux personnes racisées qui entrent en lutte; l'association Lallab, le collectif Mwasi, les organisatrices du camp d'été décolonial et du Nyansapo festival, Rokhaya Diallo, les familles des jeunes racisés tués par la police, tous et toutes sont confronté-e-s à une réaction violente. Nous souhaitons participer à faire entendre leurs luttes et à dénoncer les violences qui leur sont faites.

OLF – Fev 2018 : sur la Loi asile et immigration

Cette loi n'est ni discutable ni amendable! Elle doit être combattue avec la plus grande vigueur. De nombreuses résistances s'organisent partout comme en témoignent le succès de mobilisations larges dans le cadre des États généraux des Migrations (cf. article page 2) ainsi que l'appel à la Marche des solidarités du 17 mars où pourront converger toutes les colères des victimes du racisme d'État

« Pour une immigration maîtrisée et un droit d'asile effectif » actuellement en discussion à l'Assemblée. Ce projet de loi est une arme de dissuasion massive contre les migrant-e-s et une machine à rejeter les étranger-e-s et à expulser les demandeur-se-s d'asile. Un encouragement supplémentaire à la xénophobie, à l'islamophobie, au racisme et à la peur de l'autre pour briser toute solidarité. Violences policières en toute impunité dans les quartiers populaires, traque des sans-papiers, expulsions, contrôle au faciès et discrimination massive à l'emploi, au logement et dans tous les aspects de la vie sociale. La construction d'un front antiraciste est d'une urgence absolue. C'est pourquoi, en accord avec toutes les revendications de cette manifestation, la FASTI apporte son soutien à cette marche et appelle à manifester le 17 mars pour dire NON au racisme d'Etat, aux violences policières et à la chasse aux migrant-e-s

Communiqué du 2 octobre 2017 - La fin de l'Etat de droit en marche !

Sur la loi asile et immigration : « C'est un pas de plus vers la fin de l' « Etat de droit », que sous forme de lapsus, le président de la République et le ministre de l'Intérieur ont formulé. La FASTI dénonce fermement ces projets de lois liberticides. »

POLITIQUE COLONIALE

OLF – aout 2016

Une nouvelle fois l'État français piétine les droits et libertés fondamentales à Mayotte au nom d'une exception tirée tout droit de la colonisation et du statut colonial de cette île où se maintient illégalement la France.

ce sont nos mobilisations, nos actions et dénonciations contre ce qui se passe à Mayotte et sur les actes commis par l'état français colonial qui feront changer la donne et pourront permettre d'enrayer la machine.

OLF – Janv 2016

la FASTI a participé au Salon Anticolonial organisé par nos camarades de lutte du Réseau Sortir du Colonialisme (partenaire du salon, avec le BDS etc.)

OLF – Avril 2017

La logique d'exception au cœur de la politique migratoire de l'État français se trouve ainsi redoublée par la logique d'exception qui affecte les DOM-COM.

Les camarades de L'ASTIPA (Association de Solidarité avec Tou-te-s les Immigré-e-s et Peuples Autochtones) qui luttent en Guyane contre les politiques racistes et coloniales de l'État français ont été très investi-e-s dans les mobilisations pour en finir avec les discours et revendications racistes ou xénophobes...

OLF – nov 2014

Le visa Balladur, comme le maintien sous la domination coloniale française de Mayotte constituent pour la Commission Nord/Suds de la FASTI autant de sujets de réflexion que de mobilisation.

OLF – Fev 2014

C'est dans cette indifférence quasi générale que les politiques meurtrières de la France métropolitaine et de l'Europe se déchaînent avec toujours plus de violence dans ces poussières d'empire que sont les DOM français. La FASTI rappelle son engagement pour la fin des politiques meurtrières, racistes xénophobes et coloniales françaises et européennes !

OLF – Avril 2015

au mépris de plusieurs décisions internationales, la France a toujours maintenu sa domination coloniale sur Mayotte et a même organisé un « référendum » pour conserver son emprise sur ce territoire stratégique en terme politique, militaire et économique.

La situation de Mayotte reste emblématique. Emblématique car elle témoigne de la poursuite de la logique coloniale de l'État français. Emblématique d'une politique raciste !

OLF – sept 2015

les causes des migrations sont endogènes au système capitaliste et colonial défendu par l'Europe

OLF – Avril 2018

Plus que jamais, la situation mahoraise semble encore prémonitoire de ce qui pourrait se passer en France métropolitaine, si les discours et actions xénophobes et racistes – parfois violentes – partagés voire encouragés par l'État français ne sont pas combattus vigoureusement. La haine de l'autre est plus facile à attiser et permet à l'État de focaliser les problématiques sociétales sur des boucs émissaires et non sur leurs réelles causes.

OLF – Juin 2017

Des milliers de victimes de la fermeture des frontières et de la politique raciste et néocoloniale du gouvernement français, à qui on ne laisse aucun autre choix, pour exercer leur droit de circuler librement (article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme) ou simplement leur droit à un niveau de vie suffisant pour assurer leur santé, leur bien-être et celui de leur famille (article 25), que de tenter une traversée très périlleuse à bord de ces embarcations surchargées. La France est directement responsable de cette situation catastrophique car elle a délibérément instauré une partition d'un pays colonisé en violation du droit international et de toutes les résolutions de l'ONU qui ont condamné la France pour occupation illégale de l'île de Mayotte

Communiqué du 6 avril 2017 – La situation en Guyanne

La Fasti tient à souligner que la situation sociale en Guyane, les inégalités, les discriminations et la violence sont les produits d'une véritable logique d'exception mise en œuvre par l'Etat français envers les peuples des DOM-COM. Parce qu'il faut nommer les choses par leur nom, cette logique d'exception est une logique coloniale.

REFERENCES AU REGIME DE VICHY

OLF – Aout 2014

Le 2 juillet dernier, le gouvernement, à la demande de la Maire de Calais, lançait une nouvelle **rafle** extrêmement violente contre les réfugié-e-s : Érythréen-ne-s, Soudanais-es, Afghan-e-s....

Ils sont la proie d'une violence quotidienne - raciste et systémique - des policier-e-s.

Après la **rafle**, qui ne changera absolument rien à la volonté des réfugié-e-s de Calais de gagner l'Angleterre, la solidarité s'est organisée en soutien aux exilé-e-s placé-e-s en rétention, à Rennes, Lille ou en région parisienne.

Une barricade a même été construite pour ralentir la police lors de la prochaine **rafle**

OLF – Juin 2015

La situation s'est réellement cristallisée après l'expulsion violente des migrant-e-s - celles et ceux qui avaient échappé-e-s à la première **rafle** - de la Halle Pajol...

la politique que mène ce gouvernement - contre les migrant-e-s, les précarisé-e-s, les femmes, les voilées, les racisé-e-s, les habitant-e-s des quartiers populaires, les Autres - autrement dit nous tou-te-s - est un crime contre notre humanité.

OLF – Avril 2018 : réaction à la loi « Asile et Immigration » appelé « code de la honte »

Réduction drastique du temps pour déposer un dossier et du délai de recours, enfermement prolongé y compris pour les mineurs, délit de passage de frontière, déshumanisation des entretiens par vidéo-conférence, harcèlement policier – toute une batterie des mesures pour bien signifier aux migrant-e-s potentiel-le-s que ce pays ne veut pas d'eux/elles! Des «indésirables», comme l'ont été en d'autres temps, dans les heures sombres de l'histoire de ce pays, les Républicains espagnols, **les Juifs, les Tsiganes**, les Algériens...

Communiqué du 18 mars 2011 - CESEDA, expulsions par le train, racisme ordinaire...
La France malade de la xénophobie de ses dirigeant-e-s

Une xénophobie que l'on retrouve de plus en plus souvent dans les discours publics des femmes et des hommes politiques, représentants officiels de la France. Une xénophobie si bien entrée dans les mœurs que les forces de l'ordre vont jusqu'à réquisitionner un train – sans décision judiciaire ni habilitation pour le faire – pour expulser vers l'Italie des ressortissants Tunisiens. Un pas de plus vers l'horreur, évocation de sinistre mémoire, d'heures sombres de l'histoire de France.

VIOLENCES POLICIERES ET FIN DE L'ETAT DE DROIT

OLF – aout 2016

Les Centres de Rétention et les HOTSPOTS sont des lieux d'enfermement d'innocents. Plusieurs enquêtes et témoignages ont révélé comment, dans ces espaces gérés par la police, les personnes deviennent l'objet de violences policières, médicales et psychologiques. ... »

GUERRE CONTRE LES MIGRANTS

OLF – sept 2014

L'Europe a bel et bien une politique migratoire : la guerre aux migrant-e-s. Une guerre qui prend des formes sournoises comme l'enfermement dans des camps, construits dans les pays des rives du sud de la Méditerranée et financés avec l'argent du co-développement; la militarisation de la Méditerranée pour empêcher la circulation des personnes, la construction de murs, l'utilisation de drones, le recours à des dictatures pour « gérer » les migrations... Et c'est justement cette politique anti-migratoire que nous nous acharnons à dénoncer et à faire changer.

OLF – Fev 2018

Face à la politique délibérée et à l'obsession de l'Union européenne (UE), depuis 2002, de dresser des obstacles de plus en plus importants à l'arrivée de migrant-e-s de pays tiers avec ses conséquences mortifères pour ceux/celles qui tentent d'arriver sur son territoire et les violations multiples des conventions internationales de protection des personnes et des populations en danger dans leur propre pays, de nombreuses associations françaises et internationales se sont mobilisées pour dresser un réquisitoire sans appel de ces politiques européennes qui se font actrices et complices d'un véritable «crime contre l'humanité».

«L'agence Frontex a un arsenal militaire colossal, avec des centaines de bateaux, des drones, etc. Son budget est passé de 6 millions d'euros en 2005 à plus de 250 millions d'euros en 2016, ce qui inquiète la société civile (...). Les bilans effectués par les associations ont prouvé que plus les contrôles sont importants plus le nombre de morts est élevé. Les moyens mis en place sont disproportionnés par rapport à cette soi-disant menace. Frontex est une véritable armée qui agit en toute impunité.»

TERRORISME – CHARLIE

OLF – janv 2015 (réaction aux attentats de Charlie Hebdo)

Au-delà des parcours individuels des trois assassins, la violence meurtrière, nihiliste, que nous avons vu exploser ces derniers jours prend racine dans un contexte d'inégalités sociales et territoriales produites par le système capitaliste. Ces trente dernières années, les classes dominantes ont accompagné la libéralisation économique et ses effets délétères d'un discours de relégation – sociale, humaine, économique, sécuritaire et même politique – d'une large partie des classes populaires.

Ces assassins sont les enfants de la France et les « déshumaniser » ne sert que les intérêts de celles et ceux qui veulent que rien ne change... Ces trois jeunes français doivent être traités en ennemis politiques qui défendent une idéologie dont nous ne voulons à aucun prix. Comme nous ne voulons pas non plus du monde qu'entendent « protéger » les classes dominantes dont les plus éminent-e-s représentant-e-s ont marché le 11 janvier dernier dans les rues de Paris. Ceux-là mêmes qui mènent au nom de la « civilisation » des guerres meurtrières contre les populations des pays des Suds en s'appuyant ici ou là sur des régimes dictatoriaux et/ou religieux oppressifs.

L'appel à « l'unité nationale », la glorification des forces de l'ordre dominant – policiers et militaires – n'ont qu'un seul but : relégitimer les politiques (néo)coloniales et capitalistes qui sont la cause même de ces violences. Au travers des discours des politiques, on peut déjà entrevoir, et craindre, la mise en œuvre de nouvelles mesures sécuritaires, de nouveaux textes qui renforceront les inégalités sociales, politiques et juridiques et la stigmatisation des étranger-e-s. Ce sont ces mêmes mesures que nous combattons au sein du Mouvement des ASTI en raison même de leur caractère liberticide, inégalitaire, discriminatoire.

OLF – Nov 2015 (réaction aux attentats du 13 novembre)

On peut déjà, comme Saïd Bouamama, et comme d'autres chercheur-se-s, rappeler que ces attentats sont, entre autres, la conséquence des politiques internationales menées par les pays occidentaux (interventions militaires en Irak, en Afghanistan, au Mali, en Syrie... ; soutien apporté à des dictateurs pour des intérêts financiers, etc.) et la conséquence de la politique économique et sociale de la France qui paupérise toujours davantage les quartiers populaires dans le cadre de discours médiatiques stigmatisants. Aujourd'hui nous devons nous inquiéter des conséquences des attentats : l'état d'urgence et la martialisation des discours.

INTERVENTION AUPRES DES JEUNES COLLEGIENS ET LYCEENS

OLF – Juin 2015

La FASTI, en qualité d'organisme de formation, est intervenue à plusieurs reprises ces dernières semaines pour parler discriminations, égalité des droits ou encore Droit des étrangers. Ces formations sont l'occasion pour notre Mouvement de faire prendre conscience à un public renouvelé - notamment les jeunes - des questions fondamentales qui se posent en terme d'égalité. La FASTI est ainsi intervenue auprès de collégien-ne-s ou encore d'apprenant-e-s dans des ateliers d'ASL, comme aux Mureaux en mai. Elle est également intervenue auprès des travailleur-euse-s sociaux-ales pour parler discriminations et Droit des étrangers...

REPRESENTANTE VOILEE DE L'UNEF

OLF – Juin 2018

C' est bien d'un lynchage politique qu'il s'agit, lynchage dont le ton a été donné au plus haut niveau de l' État, à commencer par le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb déclarant que la tenue de la jeune femme faisait la «promotion d'un islam politique». Ce lynchage a été bien relayé dans les médias comme Charlie hebdo et par des politiciens de droite comme de «gauche». Il s'inscrit dans la droite ligne de la campagne raciste qui se déchaîne depuis plusieurs années, sous couvert de lutte «antiterroriste» contre des personnes identifiées comme musulmanes, et ce sous la bannière de la défense de la «laïcité».

L'idéologie ambiante est mise à mal lorsqu'une jeune femme portant le hijab, Maryam Pougetoux, apparaît en public pour ce qu'elle est : une femme engagée, politisée, élue, et musulmane. Le déferlement raciste et sexiste à son encontre a pour but de rendre inaudible son message contre la sélection à l'université qui vise essentiellement à éloigner les classes populaires, et particulièrement les femmes, de la perspective d'accéder à l'enseignement supérieur. Mais aussi de lui rappeler que dans ce pays sa place légitime n'est pas à l'Université mais seulement dans la sphère domestique – ménage, famille... – et/ou dans les secteurs économiques les plus précarisés. La FASTI, fidèle à ses engagements féministes et antiracistes, apporte son soutien total à Maryam Pougetoux, ainsi qu'au combat de toutes les femmes et en particulier les femmes «racisées» en lutte pour leur émancipation. 🍏

ANTISEMITISME

OLF – Juin 2018

La FASTI qualifie la tribune des personnalités contre le nouvel antisémitisme de nauséabonde : « la récente tribune nauséabonde «contre le nouvel antisémitisme», c'est la propagande d'extrême droite sur une pseudo «guerre de civilisation» à laquelle on serait confrontés qui est distillée jour après jour dans la société française. »

C'est aussi dans ce climat nauséabond qu'a pu paraître cette tribune initiée par Philippe Val contre le «nouvel antisémitisme» qui n'a pour objectif que de désigner une partie de la population, les musulmans ou supposés tels de ce pays, à la vindicte populaire et attiser la haine.

OLF – Fev 2018

Frontex, l'agence de contrôle des frontières de l'UE, va tester deux drones militaires dans des tâches de surveillance des frontières maritimes en Méditerranée: le Heron, construit par Israeli Aerospace Industries (IAI), et le Falco, produit par le géant italien de l'armement Leonardo (anciennement Finmeccanica). La coopération croissante de l'UE avec Israël dans le domaine de la migration constitue un motif général de préoccupation